

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 25/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DOURDIN**

25, rue Emile Vandamme  
59350 Saint-André-Lez-Lille

Références : -  
Code AIOT : 0007003107

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2024 dans l'établissement DOURDIN implanté 25, rue Emile Vandamme 59350 Saint-André-lez-Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DOURDIN
- 25, rue Emile Vandamme 59350 Saint-André-lez-Lille
- Code AIOT : 0007003107
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Dourdin est spécialisée dans la fabrication et la transformation de systèmes décoratifs

(dont des adhésifs), principalement destinés au marquage dans le secteur automobile. C'est une PMI familiale qui a ses activités représentées dans 7 pays (France, Espagne, Portugal, Roumanie, Turquie, Chine et Brésil). Le site de Saint André emploie environ 70 personnes. Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 24 octobre 2012.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 24/10/2012, article 3.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
3	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Préfectoral du 24/10/2012, article 3.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 24/10/2012, article 3.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non conformités aux prescriptions contrôlées ont été constatées. Celles ci concernent:

- le non respect de la concentration limite en COV sur l'émissaire de rejet de l'oxydateur thermique;
- l'absence de captation des émissions de COV sur les installations de sérigraphie;
- le non respect des fréquences de contrôle des rejets atmosphériques sur les émissaires autres que l'oxydateur thermique et susceptibles d'émettre des COV;
- postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a informé d'une panne sur l'oxydateur (surchauffe du lit catalytique) ayant nécessité sa mise à l'arrêt. L'exploitant n'a pas arrêté les activités dont les rejets de COV sont pris en charge par l'oxydateur thermique (ligne ATLAS) comme le prévoit son arrêté mais précise une réduction d'activités sur cette ligne en recourant à de la sous-traitance dès le 25 octobre 2024.

Il est donc proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions qui lui sont applicables sur ces différents points.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2012, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b>  L'arrêté préfectoral du 24 octobre 2012 réglementant les activités du site précise à l'article 3.2.2 les différents rejets canalisés du site. Les opérations susceptibles d'émettre des COV sont: <ul style="list-style-type: none"><li>• l'étalement du PVC sur support et l'enduction d'adhésif (Machine ATLAS): les émissions sur cette installation sont captées et canalisées vers un oxydateur thermique (incinérateur) pour traitement. Conduit de rejet n°1;</li><li>• la pulvérisation de colle sur la cabine Jaguar : cette installation n'est pas en fonctionnement lors de la visite d'inspection. L'exploitant précise que cette installation n'est plus utilisée. Les émissions sur cette installation étaient auparavant captées et canalisées. Conduit de rejet n°4;</li><li>• la sérigraphie: une captation sur les installations de l'atelier de sérigraphie doit être présente. Celle-ci est inexistante à l'atelier. L'exploitant précise que cette captation a été supprimée. Conduit de rejet n°5;</li><li>• la préparation de pâtes PVC et d'encre: une captation dans le local de préparation est présente. Conduit de rejet n°6</li><li>• la "nouvelle" sérigraphie: une captation sur cette installation de l'atelier de sérigraphie doit être présente. Celle ci est inexistante. L'exploitant précise que cette captation a été supprimée. Conduit de rejet n°8;</li></ul> En ce qui concerne les rejets 2 et 3 (chaudières), 7 (mélange de polyols et isocyanates) et 9 (climatisation thermoformage), ces rejets ne sont pas susceptibles d'émettre de COV. L'exploitant précise par ailleurs ne plus réaliser de mélanges polyols et isocyanates pour la production de pâtes polyuréthanes (rejet 7). Les préparations prêtes à l'emploi sont achetées directement.  Non conformité: Les installations d'impression sérigraphiques ne sont pas exploitées conformément aux dispositions des articles 3.2.1 et 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2012 (absence de captation).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les installations Jaguar et de fabrication de pâtes polyuréthanes (mélange de polyols et isocyanates) ayant été mises à l'arrêt, l'exploitant doit notifier la cessation partielle de ces activités classées sous les rubriques 2660 et 2940 en application des articles R. 512-39 à R.512-39-6 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 2 : Surveillance des rejets - mesure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant réalise un contrôle annuel sur le rejet canalisé de l'oxydateur thermique. L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle réalisé par la société KALI'AIR le 6 mars 2024. Les analyses ont porté sur les paramètres poussières, CO, NOx, COVnm et CH4. Le laboratoire KALI'AIR dispose des agréments nécessaires pour la réalisation de telles mesures (source: site internet <a href="https://labair.developpement-durable.gouv.fr/home">https://labair.developpement-durable.gouv.fr/home</a>).</p> <p>En ce qui concerne les autres rejets susceptibles d'émettre des COVnm (conduits n°4 à 6, n°7 et n°8), l'exploitant a présenté le dernier rapport KALI'AIR en date du 13 juillet 2017. Les analyses ont porté sur les paramètres poussières, CO, NOx, COVnm et CH4. Aucun contrôle n'a été réalisé depuis. L'arrêté préfectoral du 24 octobre 2012 prescrit une mesure tous les trois ans sur ces émissaires. <b>L'obligation d'un contrôle annuel est rendue obligatoire par l'arrêté du 2/02/1998 suite à modification par arrêté du 24 août 2017.</b></p> <p><u>Non conformité:</u> <b>Absence de contrôle annuel sur les conduits n°5, n°6 et n°8 (les conduits n°4 et n°7 ont été supprimés suite à l'arrêt des installations).</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

**N° 3 : Respect des VLE - conformité aux rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2012, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Article 21-III de l'arrêté ministériel du 2/02/1998</p> <p>III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>[...]</p>

Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :

1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;

2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

Article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 24/10/2012: Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques canalisés:

Concentration instantanée en mg/Nm <sup>3</sup>	Exutoire 1	Exutoires 5,6,7,8	Exutoire 4
Poussières	100	100	100
NOx eq NO <sub>2</sub>	100	100	100
CO	100	100	100
COVNM	50	110	50
CH <sub>4</sub>	50	50	50

#### Constats :

Le rapport de mesure réalisé sur l'oxydateur thermique par KALI'AIR en mars 2024 dans le cadre de l'autosurveillance de l'exploitant montre le respect des valeurs limites de concentrations sur les paramètres poussières, NOx, CONm et CH<sub>4</sub>. Néanmoins, un dépassement est constaté sur la concentration en monoxyde de carbone (140 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE à 100 mg/Nm<sup>3</sup>) et la vitesse d'éjection est inférieure à 5m/s.

En ce qui concerne les conduits n°4 à 6, n°7 et n°8, les dernières mesures de juillet 2017 réalisées par KALI'AIR montraient le respect des valeurs limites d'émissions.

Dans le cadre de la campagne de **contrôles inopinés** organisée par la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2024, le laboratoire ENTIME a réalisé des prélèvements pour analyses sur le rejet n°1 de l'oxydateur thermique le jour de l'inspection. Le rapport de contrôle transmis par la société ENTIME le **14 octobre 2024** montre une **concentration en COVnm de 279 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur limite de 20 mg/Nm<sup>3</sup>** (50 mg/Nm<sup>3</sup> si rendement épuration supérieur à 98%).

<p>En ce qui concerne les autres paramètres, <b>les concentrations mesurées en NOx et CO sont quasi nulles, ce qui démontre l'absence de combustion sur l'oxydateur thermique le jour du contrôle.</b> L'exploitant a cependant précisé que l'oxydateur fonctionnait le jour du contrôle mais en mode dégradé. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un enregistrement des paramètres de fonctionnement de l'oxydateur thermique au jour du contrôle, aucun enregistrement n'étant réalisé par l'automate de commande selon l'exploitant.</p> <p><b>Non conformité: La concentration en COVnm mesurée en sortie de l'oxydateur thermique (conduit n°1) ne respecte pas la valeur limite d'émission de 50mg/Nm3 en cas de rendement d'épuration supérieur à 98%, 20 mg/Nm3 sinon.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2012, article 3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dysfonctionnement incinérateur
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de dysfonctionnement de l'incinérateur de nature à remettre en cause le rendement d'épuration de 98,5%, les activités dont les rejets de COV sont pris en charge par l'incinérateur sont mises à l'arrêt. L'inspection des installations classées est informée et peut autoriser le redémarrage des installations sous réserve d'une demande présentée par l'exploitant dûment justifiée sur l'absence de risque sanitaire inacceptable et l'engagement de remise en service de l'incinérateur dans les meilleurs délais.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 15 octobre 2024, l'exploitant informe l'inspection qu'après une opération de maintenance sur l'oxydateur thermique (réparations de fuites), celui-ci a été mis à l'arrêt depuis le 7 octobre 2024 suite à une température anormale constatée au niveau du lit catalytique lors du redémarrage.</p> <p>L'exploitant précise connaître des dysfonctionnements sur l'oxydateur et ce depuis juin 2024. L'exploitant informe l'inspection qu'afin de limiter les rejets à la cheminée de l'oxydateur, une partie des productions de l'installation de revêtement plastique ATLAS, dont les rejets sont traités par l'oxydateur thermique, sera sous-traitée à compter du 25 octobre. Ainsi, la production d'un film décoratif destiné à un fabricant automobile dont la production représente 80% de la production totale de la ligne ATLAS sera sous-traitée à 75% selon l'exploitant.</p> <p><b>Non-conformité: En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'oxydateur thermique, la ligne ATLAS doit être mise à l'arrêt sauf justification de l'exploitant de l'absence de risques sanitaires inacceptables. L'exploitant précise qu'en tant que fournisseur automobile de rang 1, il n'est pas en capacité de stopper la ligne.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

**N° 5 : Plan de gestion des solvants (PGS)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)

**Prescription contrôlée :**

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

**Constats :**

Le plan de gestion établi pour la première fois en 2010 fait état d'une consommation de 68 tonnes par an de solvants et de l'absence de solvants contenant des COV spécifiques visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ou substances avec mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351. En 2023 l'exploitant déclare 16,8 tonnes de solvants consommés.

En 2023, l'oxydateur thermique a traité 10 tonnes de solvants (avec une efficacité de 99 % estimée sur la base d'une mesure annuelle amont/aval de l'oxydateur). Les 6,8 tonnes restantes se répartissent en 3,6 tonnes dans les déchets et 3,2 tonnes dans les rejets atmosphériques. La part de rejet diffus sur la totalité du site représente 18,6% de la quantité de solvants consommée.

L'exploitant a précisé à l'Inspection des installations classées qu'un unique mélange contenant une substance de mention de danger H360d est utilisé sur la ligne ATLAS (stabilisant thermique pour le PVC). Ce mélange entre à hauteur de 1% dans la formule des pâtes PVC. L'exploitant précise que son point d'ébullition est supérieur à 250°C et qu'il ne devrait pas y avoir de traces de la substance dans les émissions atmosphériques. Par ailleurs, la substance classée H360d n'est pas un COV.

L'exploitant communique annuellement son plan de gestion de solvants dans le cadre de sa déclaration GEREPE.

**Type de suites proposées :** Sans suite